



Fédération des gens
d'affaires francophones
de l'Ontario

Campagne électorale fédérale 2021

Constats et opportunités

Les entreprises francophones canadiennes représentent 19,5 % du PIB du Canada et contribuent pour 130 milliards de dollars en activités additionnelles hors Québec, selon le RDÉE Canada(1). Ces entreprises sont sorties fragilisées de la crise de la COVID-19 et il y a urgence de passer aux actes afin d'en assurer la vitalité qui contribue à la richesse de notre économie.

Tel qu'indiqué dans le rapport d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada publié en avril 2021 faisant suite à une consultation auprès des communautés minoritaires francophones et acadienne, la relance post-pandémie de l'économie des communautés francophones en milieu minoritaire requiert des actions ciblées et répondant à leurs besoins spécifiques(2).

Sous le thème « La relance, c'est aussi nous! », la Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario (FGA) fait part, dans le cadre de la présente campagne fédérale, de ses constats concernant la francophonie économique canadienne et de certaines opportunités. La campagne « La relance, c'est aussi nous! » vise à obtenir des engagements concrets des partis politiques afin d'assurer que l'économie francophone ne soit pas marginalisée au sortir de la crise.

Parmi les principaux constats et les opportunités identifiées, la FGA propose notamment :

En ce qui concerne le financement d'entreprises francophones

Le facteur multiplicateur de l'espace économique francophone est de 1,52 selon l'empreinte calculée par Statistique Canada. Autrement dit, chaque dollar du PIB provenant de l'espace économique francophone canadien contribue à 1,52 dollar du PIB global du Canada(3). Une analyse réalisée par le RDÉE Canada concernant l'impact des actions de son réseau au pays conclut quant à elle que l'impact des projets de diversification et de développement économique dépasse 5 fois les coûts de leurs actions(4). Bref, il est payant d'investir dans l'économie francophone au Canada.

Par ailleurs, le Canada est l'un des pays où l'entrepreneuriat est le plus dynamique, la Banque de développement du Canada (2019) notant en outre que l'activité entrepreneuriale y est en croissance ces dernières années(5).

Malgré ces constats, il existe peu de sources de financement accessibles et adaptées aux réalités des communautés francophones et acadienne(6).

Afin de pallier cette lacune, la FGA recommande :

- La mise sur pied d'un fonds d'investissement de 25 millions de dollars géré par et pour les francophones afin de soutenir les entreprises francophones en démarrage ou en expansion.

En ce qui concerne les échanges commerciaux

Selon l'Organisation internationale de la francophonie, la francophonie compte plus de 300 millions de locuteurs présents dans 88 pays(7), ce qui représente, à n'en pas douter, un potentiel économique important pour un pays comme le Canada.

L'étude Le Canada, le bilinguisme et le commerce, commandée par le RDÉE Canada et la CEDEC au Conference Board du Canada en 2013(8), démontre que les pays faisant affaire dans une langue commune ont tendance à commercer davantage entre eux qu'avec les autres, car la présence de cette langue commune réduit notamment des frais tels que l'apprentissage de l'autre langue, la traduction et l'interprétariat.

Toujours selon cette étude : « la connaissance du français au Canada bilingue a fait croître le commerce bilatéral de 3,5 milliards de dollars US en moyenne en 2011. »

Au regard de ce qui précède et dans une optique de relance post-pandémie, il est impératif pour le Canada de tirer avantage de cet atout économique distinct qu'est le bilinguisme et de faire des entreprises francophones le fer de lance du développement des échanges avec les marchés francophones à l'international.

Pour ce faire, la FGA suggère :

- Le développement d'une stratégie de soutien à l'exportation destinée spécifiquement aux entreprises francophones afin de leur permettre de conquérir de nouveaux marchés ;
- Une telle stratégie devrait porter une attention particulière aux entreprises francophones dont le propriétaire est un.e nouvel.le arrivant.e, plus susceptibles de cibler les marchés mondiaux.

En ce qui concerne la numérisation des entreprises francophones

Le rapport de consultation auprès des communautés minoritaires francophones et acadienne réalisé par Innovation, Sciences et Développement économique Canada et cité plus haut(9) est clair quant aux défis posés par le nécessaire virage numérique engendré par la crise de la COVID-19 et la capacité des entrepreneurs à livrer leurs services dans un nouveau format requérant de nouveaux apprentissages et des connaissances nouvelles.

L'étude menée par Sociopol pour le compte d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et précédemment citée(10) fait aussi écho au défi posé par l'usage des réseaux sociaux pour développer son entreprise.

Les témoignages de plusieurs participants à l'étude mettent en relief deux types de relations face aux médias sociaux :

- 1) la nécessité d'être présent sur ces plateformes en sélectionnant celles qui sont les plus appropriées pour les besoins de l'entreprise ;
- 2) la difficulté de naviguer au travers des diverses options et de bien maîtriser la littératie numérique.

Dans l'optique de faire face à cet enjeu, plusieurs initiatives telles que le Panier bleu au Québec ou encore Quartier d'affaires en Ontario ont récemment vu le jour afin de soutenir les entreprises dans leur numérisation.

La FGA recommande de poursuivre dans cette voie en accompagnant la communauté entrepreneuriale francophone par :

- La mise en place d'initiatives visant à soutenir la numérisation des entreprises francophones, par exemple le portail Quartier d'Affaires.

En ce qui concerne le transfert d'entreprises

Dans son livre blanc publié en 2016(11), le RDÉE Canada relevait qu'une majorité d'entreprises francophones ne dispose d'aucun plan de relève. De son côté, la FGA notait dans son Profil sommaire de l'économie franco-ontarienne que 6 PME francophones sur 10 sont gérées par des personnes âgées de 50 ans ou plus(12).

Ces données suggèrent qu'un effort particulier doit être fait au niveau de la succession des entreprises francophones en milieu minoritaire dans le but d'assurer la stabilité de la propriété francophone au Canada, et ce, à brève échéance.

La FGA encourage donc le gouvernement du Canada à réfléchir à :

- L'établissement d'une stratégie propre au transfert d'entreprises francophones.

À l'instar de la Chambre de commerce du Canada(13) et en ligne avec ce qui précède, la FGA est également d'avis qu'il est important de régulariser le traitement fiscal des transferts d'entreprises entre les membres d'une même famille et invite donc le gouvernement du Canada à :

- Mettre en œuvre le projet de loi C-208 dans les meilleurs délais.

En ce qui concerne l'entrepreneuriat féminin

Les femmes sont de plus en plus nombreuses à se lancer en affaires ces dernières années et il est généralement admis que ces dernières font face à des embûches qui leur sont propres.

Par exemple, le Diversity Institute a noté dans une étude publiée en 2020 que, comparés aux femmes, les hommes ont quatre fois plus de chances de bénéficier d'investissements en capital-risque et d'investissements providentiels (2,4 % contre 0,6 %)(14) .

Dans ses échanges avec des propriétaires d'entreprises immigrants et francophones vivant en situation minoritaire, Sociopol a relevé que le fait d'être une femme exacerbe les principaux problèmes relevés par les entrepreneurs, ceux-ci étant liés à un manque d'appui : un appui financier d'abord, puis un appui pour la garde d'enfants en contexte de travail(15).

Afin d'aider les femmes entrepreneures dans leur cheminement, on assiste depuis quelque temps à une multiplication d'initiatives qui leur sont propres, par exemple les ateliers en soutien à l'entrepreneuriat féminin développés par la FGA.

La FGA est d'avis que ces initiatives doivent demeurer voire être bonifiées et, par conséquent, la FGA recommande :

- La création de parcours et de programmes d'accompagnement spécifiques aux femmes entrepreneures francophones, une population particulièrement affectée par la pandémie de COVID-19.

En ce qui concerne les appels d'offres fédéraux

Le commissaire aux langues officielles a depuis longtemps mis en lumière les ratés du système d'appels d'offres du gouvernement fédéral en matière de respect de la loi sur les langues officielles, les qualifiant de systémiques, et rappelé l'importance d'accorder le même soin au français qu'à l'anglais(16).

La FGA, qui abonde dans le même sens que le commissaire et déplore ces ratés, va plus loin et propose :

- La modification des appels d'offres fédéraux afin d'inclure un critère d'évaluation concernant la capacité pour les soumissionnaires d'offrir des services dans les deux langues officielles.

En ce qui concerne la présence de francophones au sein des conseils d'administration des sociétés fédérales publiques et parapubliques

Les francophones sont 7 452 075 personnes au Canada, ce qui représente près de 21,4 % de la population canadienne(17). Les francophones participent pleinement à la diversité canadienne, et ce, partout au pays où l'on retrouve une culture francophone bouillonnante. La littérature, le théâtre, le cinéma et la musique de la francophonie canadienne sont aujourd'hui caractérisés par une grande diversité, une grande vitalité et une forte identité.

Les recherches confirment que la diversité au niveau directorial favorise la réussite financière ainsi que le rayonnement de la culture de l'entreprise.

Selon un sondage réalisé en 2019 par le cabinet McKinsey auprès de 1000 grandes sociétés réparties dans 15 pays, celles qui comptaient plus de 30 % de dirigeantes étaient plus susceptibles de surpasser celles qui en comptaient entre 10 et 30 %, qui elles-mêmes étaient plus susceptibles de surpasser celles qui en comptaient moins, voire aucune(18).

Le cabinet McKinsey a également rapporté que les sociétés ayant un conseil d'administration multiethnique dégagent généralement des résultats supérieurs :

« En 2019, les sociétés du premier quartile ont surpassé celles du quatrième de 36 % pour ce qui est de la rentabilité » (une augmentation par rapport à 33 % en 2017 et à 35 % en 2014).

Pour la FGA, il est important que le gouvernement du Canada prêche l'exemple et fasse preuve d'exemplarité en ce qui concerne la diversité au sein des conseils d'administration des sociétés fédérales publiques et parapubliques et s'engage à :

- L'établissement d'une présence minimale de francophones sur l'ensemble des conseils d'administration des sociétés fédérales publiques et parapubliques afin que la voix des francophones puisse être entendue et résonner dans tous ces lieux de pouvoir.

La FGA avec l'aide de ses principaux partenaires compte revenir à la charge tout au long de la présente campagne et sensibiliser les principaux partis politiques afin qu'ils étoffent leur plateforme électorale en ce sens.

À propos de la Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario

La Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario soutient, représente et fait progresser les intérêts de ses membres et des acteurs économiques afin de mettre pleinement en valeur la francophonie en affaires, grâce à un travail d'élaboration de politiques fondé sur des principes, des services aux entreprises ingénieux et des activités innovantes axées sur le développement des marchés commerciaux francophones.

Retrouvez-nous sur :



RÉFÉRENCES

- [1] Site RDÉE Canada, [Francophonie économique canadienne – RDÉE Canada \(rddee.ca\)](https://rddee.ca)
- [2] Innovation, Sciences et Développement économique Canada, Consultation auprès des communautés minoritaires francophones et acadienne, Rapport de la séance du 28 avril 2021
- [3] Tiré du pamphlet « Impacts économiques des francophones au Canada : Un apport substantiel » publié par la Fédération des communautés francophones et acadiennes, 2019 [Impacts-Économiques-FR-1.pdf \(monassemblee.ca\)](https://monassemblee.ca)
- [4] Étude d'impact socioéconomique 2018, RDÉE Canada
- [5] Les personnes immigrantes francophones vivant en situation minoritaire et propriétaires d'entreprises DÉFIS ET INCITATIFS, Sociopol, rapport réalisé pour le compte d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, mars 2020
- [6] Définir l'entreprise francophone en milieu minoritaire au Canada : une approche fonctionnelle. Duhamel, M., rapport préparé pour le RDÉE Canada, 2013.
- [7] [Site OIF, Organisation Internationale de la Francophonie \(OIF\)](https://oif.org)
- [8] Le Canada, le bilinguisme et le commerce, Conference Board du Canada, RDÉE Canada, 2013.
- [9] Innovation, Sciences et Développement économique Canada, Consultation auprès des communautés minoritaires francophones et acadienne, Rapport de la séance du 28 avril 2021
- [10] Les personnes immigrantes francophones vivant en situation minoritaire et propriétaires d'entreprises DÉFIS ET INCITATIFS, Sociopol, rapport réalisé pour le compte d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, mars 2020
- [11] Livre blanc, RDÉE Canada, Prospérité économique des Francophones et Acadiens, 2016
- [12] Profil sommaire de l'économie franco-ontarienne, FGA, 2021
- [13] [Bill C-208: Why has the government blocked Parliament's new law? - Canadian Chamber of Commerce](https://www.cbc.ca/news/politics/bill-c-208-why-has-the-government-blocked-parliament-s-new-law-1.5844444)
- [14] S'inspirer. Se réaliser. Femmes entrepreneures – Au-delà des stéréotypes, Diversity Institute, novembre 2020
- [15] Les personnes immigrantes francophones vivant en situation minoritaire et propriétaires d'entreprises DÉFIS ET INCITATIFS, Sociopol, rapport réalisé pour le compte d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, mars 2020
- [16] [Le commissaire aux langues officielles rabroue Ottawa pour des traductions bancaires | Radio-Canada.ca](https://www.radio-canada.ca/actualite/affaires/bilinguisme)
Bilinguisme sur le site d'appels d'offres fédéral : le gouvernement Trudeau tarde à agir | Radio-Canada.ca
- [17] Statistique Canada, 2016
- [18] [Rapport de recherche : la diversité au sein des conseils d'administration \(royalbank.com\)](https://www.royalbank.com/research)

CAMPAGNE ÉLECTORALE FÉDÉRALE 2021

Recommandations

1

Financement des entreprises francophones

Mise sur pied d'un fonds d'investissement de 25 millions de dollars géré par et pour les francophones afin de soutenir les entreprises francophones en démarrage ou en expansion.

2

Échanges commerciaux internationaux

Développement d'une stratégie de soutien à l'exportation destinée spécifiquement aux entreprises francophones afin de leur permettre de conquérir de nouveaux marchés.

Attention particulière portée aux entreprises francophones dont le/la propriétaire est un.e nouvel.le arrivant.e, plus susceptibles de cibler les marchés mondiaux.

3

Numérisation des entreprises francophones

Mise en place d'initiatives visant à soutenir la numérisation des entreprises francophones, par exemple le portail Quartier d'Affaires.

4

Transfert d'entreprises

Instauration d'une stratégie propre au transfert d'entreprises francophones.

Mise en œuvre du projet de loi C-208 dans les meilleurs délais.

CAMPAGNE ÉLECTORALE FÉDÉRALE 2021

Recommandations

5

Entrepreneuriat féminin

Création de parcours et de programmes d'accompagnement spécifiques aux femmes entrepreneures francophones, une population particulièrement affectée par la pandémie de COVID-19.

6

Appels d'offres fédéraux

Modification des appels d'offres fédéraux afin d'inclure un critère d'évaluation concernant la capacité pour les soumissionnaires d'offrir des services dans les deux langues officielles.

7

Présence de francophones au sein des conseils d'administration des sociétés fédérales publiques et parapubliques

Établissement d'une présence minimale de francophones sur l'ensemble des conseils d'administration des sociétés fédérales publiques et parapubliques afin que la voix des francophones puisse être entendue et résonner dans tous ces lieux de pouvoir.

Contactez-nous

